

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

Acheteur

ETAT - Ministère chargé des Transports - Direction Générale de l'Aviation Civile
Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la Sécurité de l'Aviation Civile (BEA)

Représentant de l'Acheteur

M. Le Directeur du BEA

Objet du marché

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) relative
aux travaux de réaménagement d'espaces, de réhabilitation et d'aménagement du laboratoire
PESA du BEA au Bourget

Remise des offres

Date limite de réception : 22/01/2025 à 12h00 (heure de Paris)

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES	5
1-1. Objet du marché et Normes	5
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution	7
1-4. Passation des commandes	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques	8
Les parties techniques comportent des phases conceptions et des phases réalisations.	8
1-6. Contenu de la mission	9
1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	9
1-8. Dispositions générales	12
1-9. Ordres de service.....	15
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	15
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)	15
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes	16
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-4. Paiement direct des sous-traitants	18
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	19
4-1. Délai d'exécution	19
4-2. Pénalités pour retard d'exécution	19
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	19
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations	20
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	20
5-1. Retenue de garantie.....	20
5-2. Avances	20
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	20
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE	20
7-1. Conditions d'exécution.....	20
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	21
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Admission	21

8-2. Garantie des prestations	22
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	23
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	23
9-2. Résiliation	23
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES	23
10. 1 Principes généraux	23
10. 2 Éléments de mission	24
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	27

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Conformément aux dispositions des articles L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de contrôle technique en vue de réaliser les travaux d'aménagement d'espaces et de réhabilitation du laboratoire PESA du BEA au Bourget.

Les travaux concernent le réaménagement des espaces, la réhabilitation et l'aménagement du laboratoire PESA et de ses bureaux attenants. Actuellement, l'organisation de l'espace est peu fonctionnelle et nécessite d'être repensé. Cette partie du bâtiment principal impactée par les travaux représente approximativement 630 m² de surface au sol.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité et de l'aviation civile (BEA)

Aéroport Le Bourget - Bâtiment 153

10 rue de Paris – Zone Sud

93352 LE BOURGET

Les travaux à réaliser, conformément à l'expression des besoins, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation

Descriptif des travaux :

Un descriptif de l'opération est donné en annexe du CCATP

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est de 670 000€HT

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

1. Le directeur d'opération ou le conducteur d'opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le conducteur d'opération, l'assistant opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

Au jour de la notification, les interlocuteurs du titulaire sont les suivants :

Directeur d'opération : Benjamin MOTTET - benjamin.mottet@aviation-civile.gouv.fr

Conducteur d'opération : Vaiana Leballais – vaiana.leballais@aviation-civile.gouv.fr

Assistant opération : Mohammed, JARADY - mohammed.jarady@aviation-civile.gouv.fr

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du

titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation de l'acheteur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant de l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots. Les prestations sont homogènes.

1-6. Contenu de la mission

Les éléments de missions sont les suivants :

Eléments	Contenu
Phases conceptions	
C1	Ouverture du registre journal
	Examen du dossier AVP
	Élaboration de l'analyse de risques
	Réunions avec le maître d'ouvrage
C2	Elaboration P.G.C.S.P.S
	Examen du DCE
	Réunions
	Déclaration préalable
C3	Réunions
	Mises à jour du PGCSPS
	Ouverture du D.I.U.O
Phases réalisations	
R1 – phase de préparation de chantier	Prestations au cours de la période de préparation de chantier et au cours de la période d'exécution des travaux
	Inspections communes
	Mises à jour du PGCSPS
	Mise à jour DIUO
	Examen de documents
R2 – phase chantier	Finalisation du D.I.U.O. en rapport avec le DOE
	Tenue du registre journal
	Tenue du CISSCT
	Mise à jour DIUO
	Visite hors RDV chantier
R3 – phase GPA	Réunions de chantier
	Prestations à exécuter pendant la GPA

1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-7.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-7.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

L'ordre de service de démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché sans que le titulaire ne puisse en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

En complément des stipulations du CCAG, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte des sujétions particulières suivantes :

- Intervention sur un site contrôlé,
- Habilitation des personnes à rentrer dans l'enceinte,

En tenant compte de l'activité du BEA ;

En tenant compte de déplacement et/ou d'éventuelles réunions à la demande de la conduite d'opération.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire par phase.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Les déplacements seront inclus dans le taux horaire. La prestation ne tiendra compte que du temps nécessaire à l'unique réalisation de la mission du CSPS.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en

vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation aux articles 14 et 15 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG, La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire ; Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,1 + 0,9 \times (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le

pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations concernant le délai d'exécution et le point de départ de ce marché figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais ci-dessous doivent être respectés par le titulaire :

Élément de mission	Tâche	Délai
C1	Ouverture d'un registre journal et modalités pratiques de coopération	10 jours à compter de la notification du marché
C1	Avis ESQ	7 jours à compter de la réception de l'ESQ
C1	Avis sur AVP	7 jours à compter de la réception de l'AVP
C2	Avis sur PRO	7 jours à réception du PRO
C2	Mesures de prévention du PGC	7 jours à réception de l'AVP
C2	PGC définitif	7 jours à réception du PRO
C2	DIUO	7 jours à réception du DCE
C3	Avis sur analyse des offres	7 jours à réception de la demande du conducteur d'opération
R1, R2 & R3	Vérification des PPSPS	3 jours avant l'intervention d'une entreprise sur site
R2	Remise du DIUO au MO	7 jours à réception des DOE

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, une pénalité journalière de 100 euros est appliquée en cas de retard sur la livraison d'un document, sur la base des délais fixés à l'article précédent

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Autres pénalités diverses

En cas de non-participation injustifiée à une réunion à laquelle il était convoqué, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 150 € HT.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire pour exercer sa mission doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'agrément portant sur les domaines concernés par ledit marché sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire et sans indemnité.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme contrôleur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG ;

l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du RPA. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;

si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Le contrôleur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau contrôleur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau contrôleur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à sa mission.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, en un seul exemplaire sur support papier relié. En complément de cet exemplaire les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-6 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10. 1 Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

10. 2 Éléments de mission

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Elément	Contenu
n° C1	<p>Prestations à exécuter au cours des éléments « AVP » et « ESQ »:</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none">• ouvrir, dès la signature du contrat ou la notification du marché, un registre-journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre pour visa.• organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et l'exploitant sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.• avec ce ou ces responsables, le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS procède à une inspection des lieux, visant à :<ul style="list-style-type: none">• délimiter le chantier• matérialiser les zones de dangers spécifiques• préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,• définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel• arrêter les consignes de sécurité.• émettre un avis sur le dossier AVP• participer à l'ensemble des réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes-rendus.• émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre-journal dont l'analyse des risques pour les futurs travaux.• veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'oeuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite.• analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents de programmation remis au coordonnateur SPS, demander les dispositions prévues par le maître d'oeuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement.

Elément	Contenu
	<ul style="list-style-type: none"> • demander les diagnostics réalisés et suggérer au maître d'oeuvre des investigations complémentaires. • s'assurer que le maître d'ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt de permis de construire et la transmise aux organismes concernés.
n° C2	<p>Prestations à exécuter au cours de l' "Elément Projet"</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'oeuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE. • proposer au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures. • définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier. • en application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles. • prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages ...) • élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation • demander au maître de l'ouvrage et analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC. • compléter le registre-journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre pour visa.
n° C3	<p>Prestations à exécuter au cours de l' "Elément ACT"</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier. • établir un projet de DIUO et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises. • participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives. • réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur de réalisation si le coordonnateur conception est différent du coordonnateur réalisation, notifiée par un procès verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

Elément	Contenu
n° R1	<p>Prestations à exécuter au cours de la période de préparation de chantier</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'oeuvre communiquer aux entreprises <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité arrêtées • l'organisation des premiers secours en cas d'urgence • la description du dispositif mis en place à cet effet. <p>Ces dispositions sont consignées dans le PCG ou la notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de la mise en oeuvre des mesures de contrôle d'accès • mettre à jour la déclaration préalable <ul style="list-style-type: none"> • Proposer au conducteur d'opération la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) 21 jours avant le démarrage des travaux. • organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. • recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux. • communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, • transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs, • vérifier, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC. • tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier. • compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. • une copie du document pourra être disponible sur le chantier. • le RJ sera présenté à leur demande aux organismes concernés. • participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes-rendus. • émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre- journal • veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux. • donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel

Elément	Contenu
n° R2	<p>Prestations à exécuter pendant les travaux</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. • compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations. • au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent • donner un avis sur la mise à jour du calendrier • s'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes-rendus des réunions de chantiers <ul style="list-style-type: none"> • à la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans. • finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'oeuvre. <p>Le DIUO devrait, notamment comporter 5 parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les renseignements administratifs • Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état) • Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation ...) • Le bordereau des documents non joints • Les PV des transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage. <p>L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage, un PV de transmission est joint au dossier remis. Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'oeuvre au plus tard dans les 2 mois après la réception). • compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.
n° R3	<p>Prestations à exécuter pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA)</p> <p>Le coordonnateur SPS doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves • modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

ARTICLE 11. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le BEA est un organisme indépendant chargé d'enquêter sur les accidents et les incidents aériens notamment en France. Il peut également être sollicités par ses homologues étrangers. Composé d'une équipe d'experts pluridisciplinaires, le BEA dispose de laboratoires spécialisés où sont analysées les données et les éléments recueillis lors des enquêtes. Ces laboratoires sont équipés de technologies permettant de mener des expertises approfondies sur les boîtes noires, les moteurs d'avion, les structures d'aéronefs, ou encore les systèmes de navigation. Le BEA met ainsi tout en œuvre pour garantir la sécurité aérienne et pour prévenir les accidents futurs.

L'opération concerne un bâtiment en béton armé (21m de large sur 90m de long), vraisemblablement construit au milieu du XXe siècle, qui abrite les bureaux et les laboratoires du BEA. Il se développe :

- Sur 2 niveaux (RDC + 1er étage) dans sa partie sud, avec couverture en sheds (voûtes en béton armé avec éclairage zénithal) ;
- Sur 3 niveaux (RDC + 2 étages) dans sa partie nord, avec couverture toit-terrasse.

Le bâtiment a été prolongé d'un hangar démontable (20m de large sur 33m de long et 6,90m de haut) dédié au stockage d'épaves ou de morceaux d'épaves volumineux et permettant de manière ponctuelle l'examen de ceux-ci par le personnel du BEA.

Les travaux concernent le réaménagement des espaces, la réhabilitation et l'aménagement du laboratoire PESA et de ses bureaux attenants. Actuellement, l'organisation de l'espace est peu fonctionnelle et nécessite d'être repensé. Cette partie du bâtiment principal impactée par les travaux est délimitée en rouge ci-dessous, elle représente approximativement 630 m² de surface au sol.

Dans les missions décrites ci-dessous, le titulaire prendra en charge également les études (diagnostics : amiante, plomb, installations techniques au regard de la réglementation, déchets,) ainsi que les travaux de démolitions nécessaires à l'accomplissement du futur réaménagement.

Le titulaire veillera à la continuité architecturale et à la cohérence par rapport au laboratoire PESEM, dont les travaux de réhabilitation ont été récemment achevés, en fin 2023.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14 et 15 du CCAG
CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCATP 7-1.2	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCATP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes